

Les forces de sécurité au Bénin: L'expérience et la confiance mitigée des citoyens

Dépêche No. 204, Afrobaromètre | Horace Gninafon

Résumé

La sécurité des personnes, un des facteurs importants pour le bien-être de la population ainsi que le climat des investissements, ne peut être chose effective sans la proximité des forces de l'ordre avec la population, leur professionnalisme, et leur respect des droits de tous les citoyens.

En vue de mieux appréhender l'opinion des citoyens sur le rôle joué par la police/gendarmerie et les forces de défense, Afrobaromètre a posé une série de questions touchant leurs expériences et perceptions.

De façon générale, les Béninois témoignent un faible niveau de confiance envers la police et ne font souvent pas recours à leur assistance même lorsqu'ils sont victimes de vol ou d'agression physique. Des proportions importantes éprouvent des difficultés pour obtenir l'assistance de la police et avouent payer des pots-de-vin afin d'obtenir l'assistance ou d'éviter des difficultés.

Quant aux militaires, plus de Béninois leur font confiance et apprécient favorablement leur capacité de protéger le pays. Mais la majorité doute de leur professionnalisme, tout en précisant que les forces armées ne reçoivent pas toujours la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 sont actuellement en cours (2016/2018). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Bénin, dirigée par l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP), a interviewé 1.200 adultes béninois en décembre 2016 et janvier 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Bénin en 2005, 2008, 2011, et 2014.

Résultats clés

- Un tiers (33%) des Béninois résident dans des zones dans lesquelles nous notons la présence des postes de police et/ou de gendarmerie. Les policiers/gendarmes semblent plus présents dans les zones que les militaires.
- Parmi les 7% de Béninois qui ont eu recours à l'assistance de la police durant les 12 mois précédent l'enquête, la moitié (49%) affirment qu'il était « difficile » ou « très

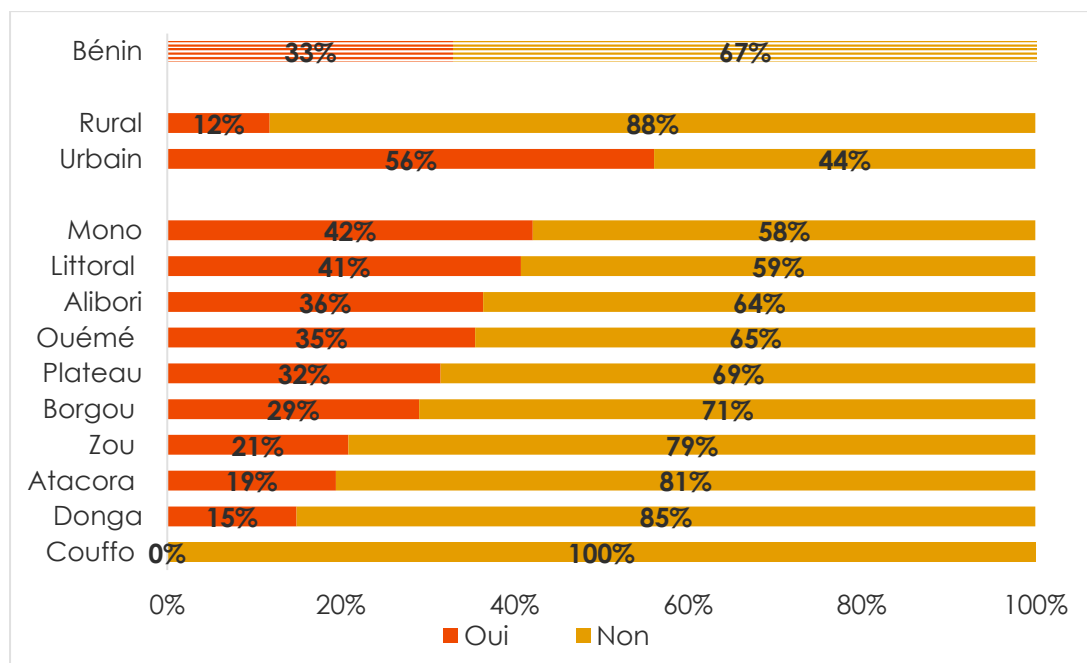
difficile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin. Un-tiers (33%) de ces répondants ont versé des pots-de-vin ou ont fait un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir cette assistance.

- Parmi les 19% qui ont eu affaire avec la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, les Béninois sont majoritaires (55%) à avoir eu à verser des pots-de-vin afin d'éviter de rencontrer des difficultés.
- La moitié (51%) des Béninois désapprouvent la performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité.
- La moitié (52%) des répondants affirment que les forces armées protègent « souvent » ou « toujours » leur pays contre les menaces sécuritaires internes et externes. Mais juste quatre Béninois sur 10 (41%) pensent que les forces armées reçoivent « toujours » ou « souvent » la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces.
- La même faible proportion (42%) disent que les forces armées travaillent « toujours » ou « souvent » avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens.
- La confiance des Béninois envers les forces de sécurité est mitigée: 57% font « partiellement confiance » ou « très confiance » aux forces armées et 51% aux policiers/gendarme.

Disponibilité des infrastructures et présences des forces de sécurité

Dans chaque zone de dénombrement de l'enquête Afrobaromètre, il a été demandé aux enquêteurs de noter si certaines infrastructures sont disponibles dans la zone ou à distance de marche. Sur cette base, un tiers (33%) des citoyens béninois résident dans les zones où nous notons la présence des postes de police et/ou de la gendarmerie (Figure 1).

Figure 1: Disponibilité des postes de police/gendarmerie | par milieu de résidence et département | Bénin | 2017

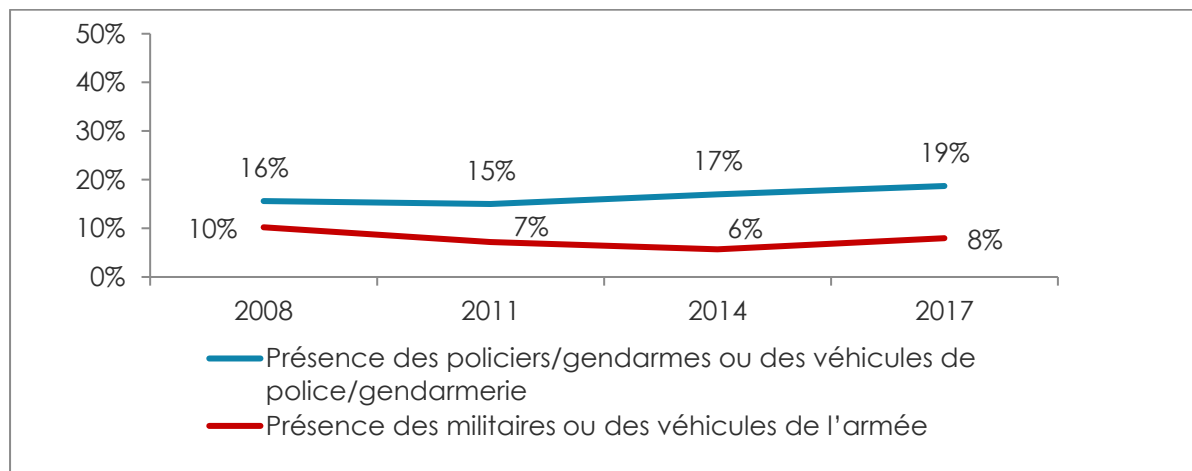


Question posée aux enquêteurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Poste de police/gendarmerie?

Ces postes sont largement plus observés en milieu urbain (56%) qu'en milieu rural (12%). Les départements du Couffo (0%), de la Donga (15%), et de l'Atacora (19%) sont les moins fournis en termes de disponibilité de ce type d'infrastructure. Par contre, environ un Béninois sur deux dans les départements des Collines (59%) et de l'Atlantique (48%) réside dans les zones où nous retrouvons les postes de police et/ou de gendarmerie.

Comme l'indique la Figure 2, les personnels des forces de sécurité eux-mêmes sont généralement moins fréquemment observés dans les zones. La présence des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie se fait plus ressentir que celle des militaires ou des véhicules de l'armée.

Figure 2: Présence des forces de l'ordre dans les zones | Bénin | 2008-2017



Question posée aux enquêteurs: Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette zone de dénombrement (% qui disent « oui ») :

- Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie?
- Des militaires ou des véhicules de l'armée?

Expériences des citoyens avec les forces de sécurité

La police

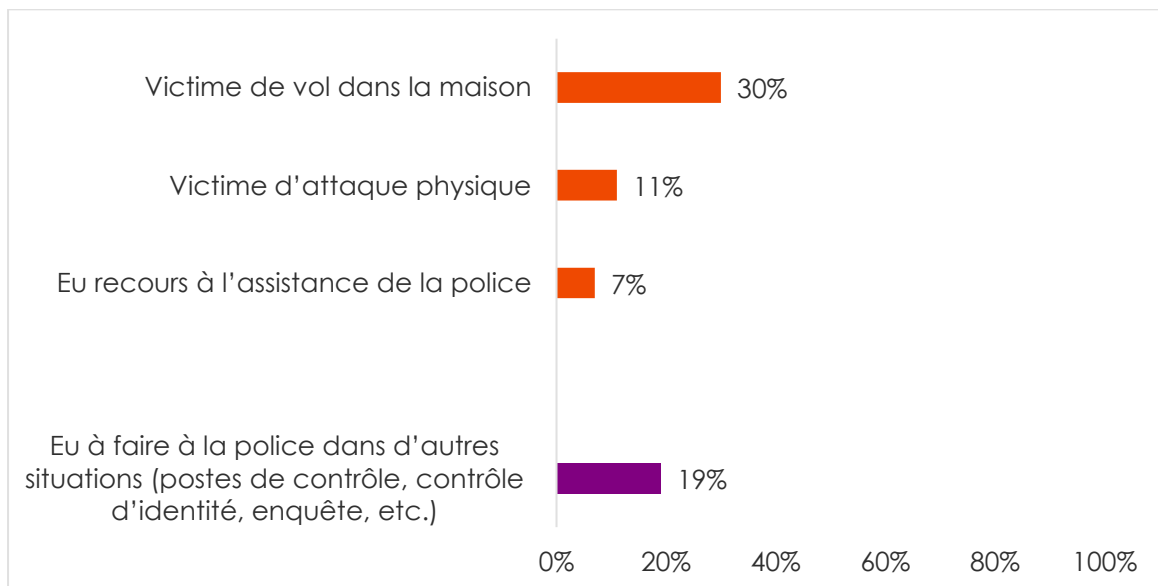
Environ un Béninois sur 14 (7%) affirment avoir eu recours à l'assistance de la police pendant les 12 mois précédant l'enquête (Figure 3). On note que 30% des citoyens affirment avoir été victime de vol dans leur maison, et 11% victime d'attaque physique, pendant la même période. Ces résultats suggèrent que beaucoup de victimes de crime ne font pas recours à la police.

Lorsqu'il a été demandé aux Béninois le nombre de fois qu'ils ont eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête, ils sont plus nombreux (19%) à répondre par l'affirmative (9% pour ceux qui disent « une ou deux fois », 6% « quelques fois », et 4% « souvent »).

La moitié des répondants (49%) ayant eu recours à l'assistance de la police ont « difficilement » ou « très difficilement » obtenu les services dont ils avaient besoin. Les résidents ruraux (60%) et les femmes (53%) éprouvent plus cette difficulté que les urbains (39%) et les hommes (47%) (Figure 4).

L'obtention de ces services n'est pas chose immédiate. En effet, c'est seulement un-tiers (32%) des répondants qui ont immédiatement obtenu l'assistance dont ils avaient besoin auprès de la police (Figure 5). En plus, 30% l'ont obtenu après un délai court. Mais 29% ont dû attendre « longtemps », et 9% n'ont « jamais » obtenu l'assistance dont ils avaient besoin.

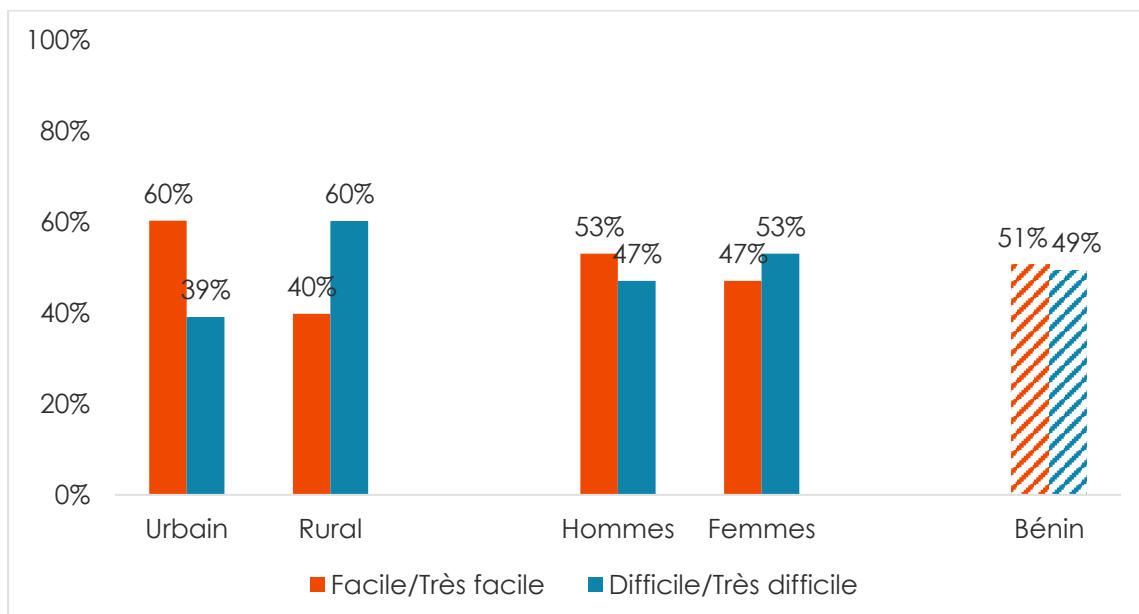
Figure 3: Expériences de crime et contact avec la police | Bénin | 2017



Questions posées aux répondants:

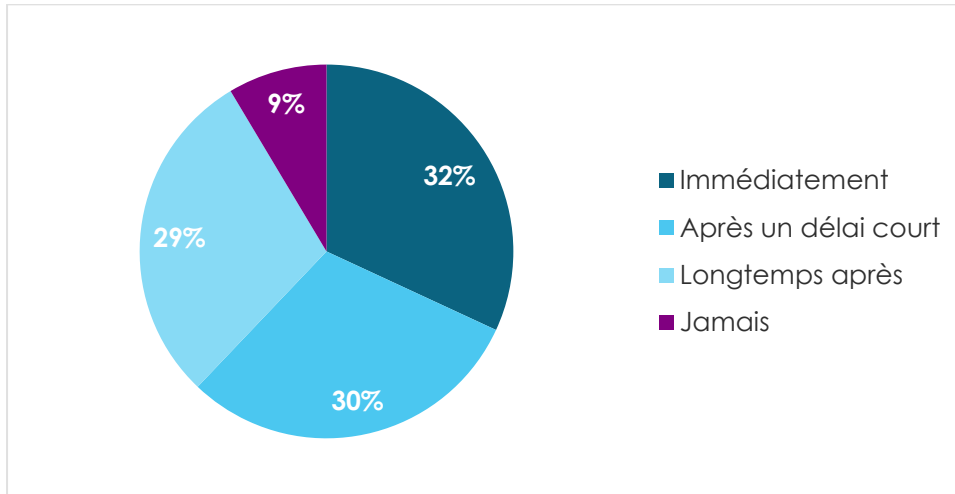
- Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez:
 - o Été quelque fois victime de vols dans votre maison? (% qui disent « oui »)
 - o Été physiquement agressé? (% qui disent « oui »)
- Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police? (% qui disent « oui »)
- Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu à faire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

Figure 4: Perception de la difficulté d'avoir l'assistance de la police | par milieu de résidence et sexe | Bénin | 2017



Question posée aux répondants ayant eu recours à l'assistance de la police: *Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin?*

Figure 5: Durée de l'obtention de l'assistance de la police | Bénin | 2017

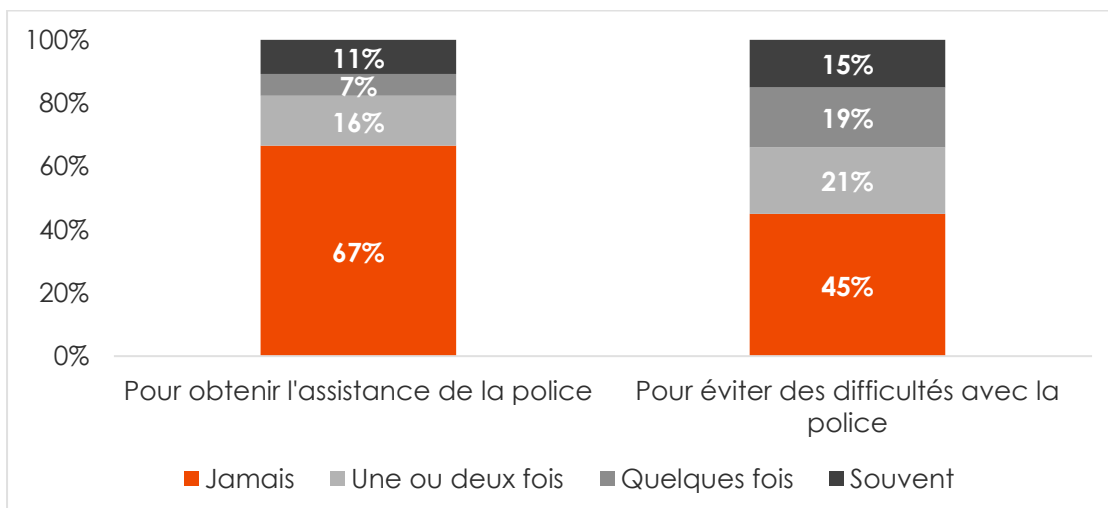


Question posée aux répondants ayant eu recours à l'assistance de la police: Combien de temps après avez-vous obtenu l'assistance dont vous aviez besoin de la part de la police?

Une proportion importante (33%) des répondants ayant eu recours à l'assistance de la police reconnaissent avoir même versé au moins une fois un pot-de-vin ou fait un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'aide dont ils avaient besoin (Figure 6).

Le versement des pots-de-vin semble encore plus fréquent quand il s'agit d'éviter des difficultés avec la police. Les répondants ayant eu affaire avec la police lors des postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, lors d'une enquête, etc., sont majoritaires (55%) à reconnaître avoir eu à verser au moins une fois des pots-de-vin ou fait un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés.

Figure 6: Versement des pots-de-vin ou des faveurs afin d'obtenir l'assistance ou d'éviter des difficultés avec la police | Bénin | 2017



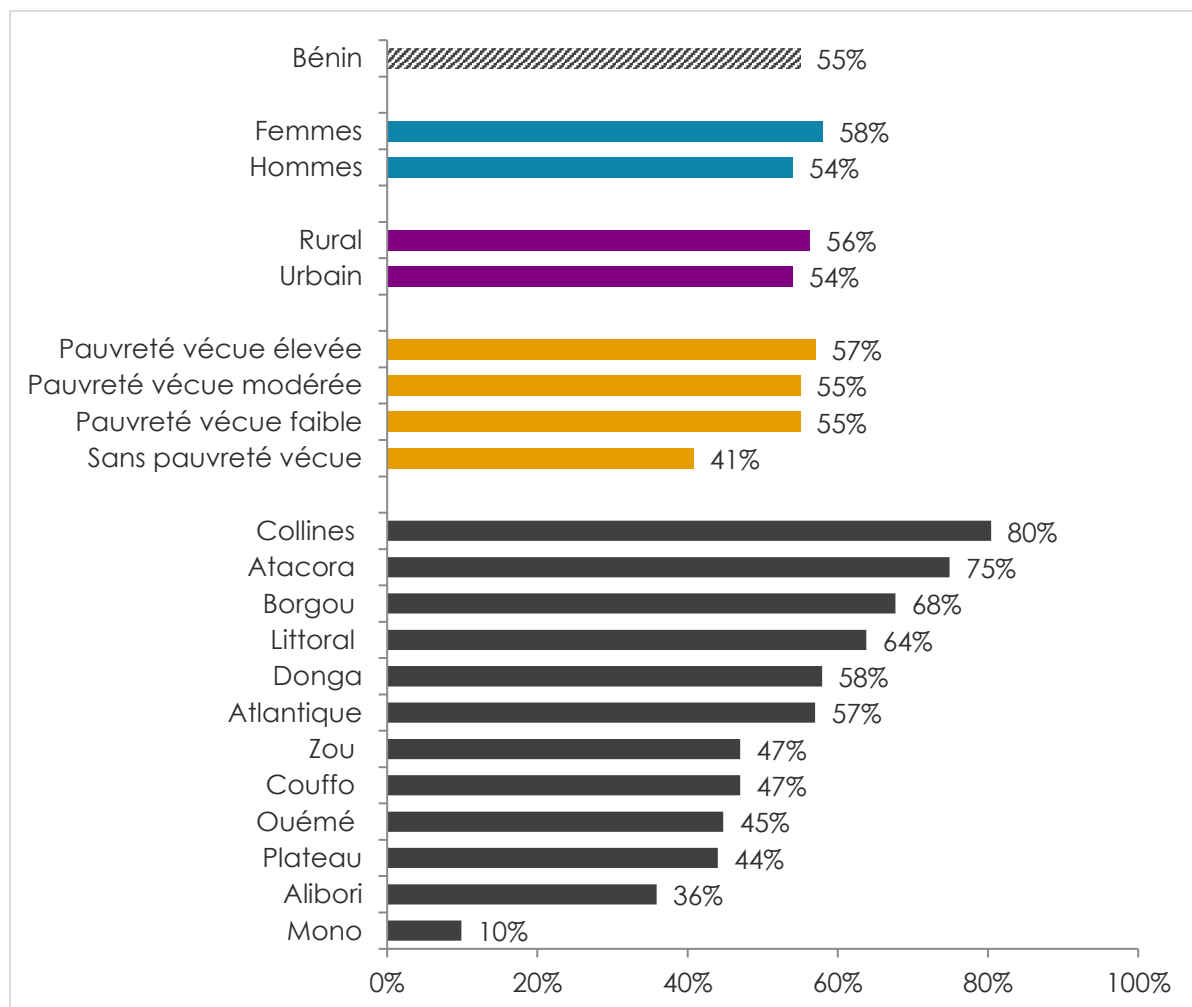
Question posée aux répondants: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police:

- Afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin?
- Afin d'éviter des difficultés?

(Note: En raison de l'arrondissement, le total des catégories combinées peut différer de 1% de la somme des sous-catégories.)

Les citoyens affectés par la pauvreté vécue¹ sont plus susceptibles à affirmer avoir dû verser des pots-de-vin à la police (55% à 57%) que les plus nantis (41%) (Figure 7). Les femmes (58%) sont légèrement plus enclins à l'affirmer que les hommes (54%). En outre, les citoyens des départements des Collines (80%), de l'Atacora (75%), du Borgou (68%), et du Littoral (64%) se présentent comme les plus enclins à verser des pots-de-vin face à ce genre de difficultés.

Figure 7: Versement des pots-de-vin ou des faveurs afin d'obtenir l'assistance ou d'éviter des difficultés avec la police | par sexe, milieu de résidence, pauvreté vécue, et département | Bénin | 2017

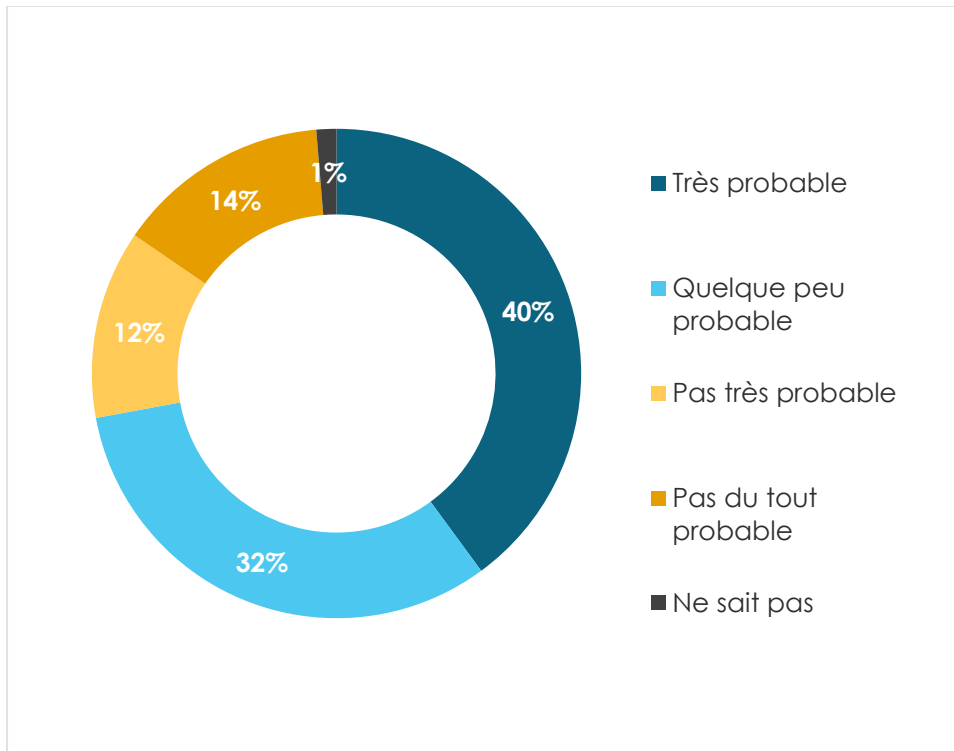


Question posée aux répondants ayant eu affaire à la police dans d'autres situations (postes de contrôle, etc.): Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

¹ Afrobaromètre mesure la « pauvreté vécue » sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent? »

Les Béninois pensent-ils que la police réagit aux besoins des citoyens? La plupart des répondants affirment qu'il est « très probable » (40%) ou « quelque peu probable » (32%) qu'ils pourraient faire réagir quelqu'un s'ils signalent un délit dans un poste de police (Figure 8). Un répondant sur quatre pense qu'une réaction officielle serait « pas très probable » (12%) ou « pas du tout probable » (14%).

Figure 8: Réactivité de la police | Bénin | 2017

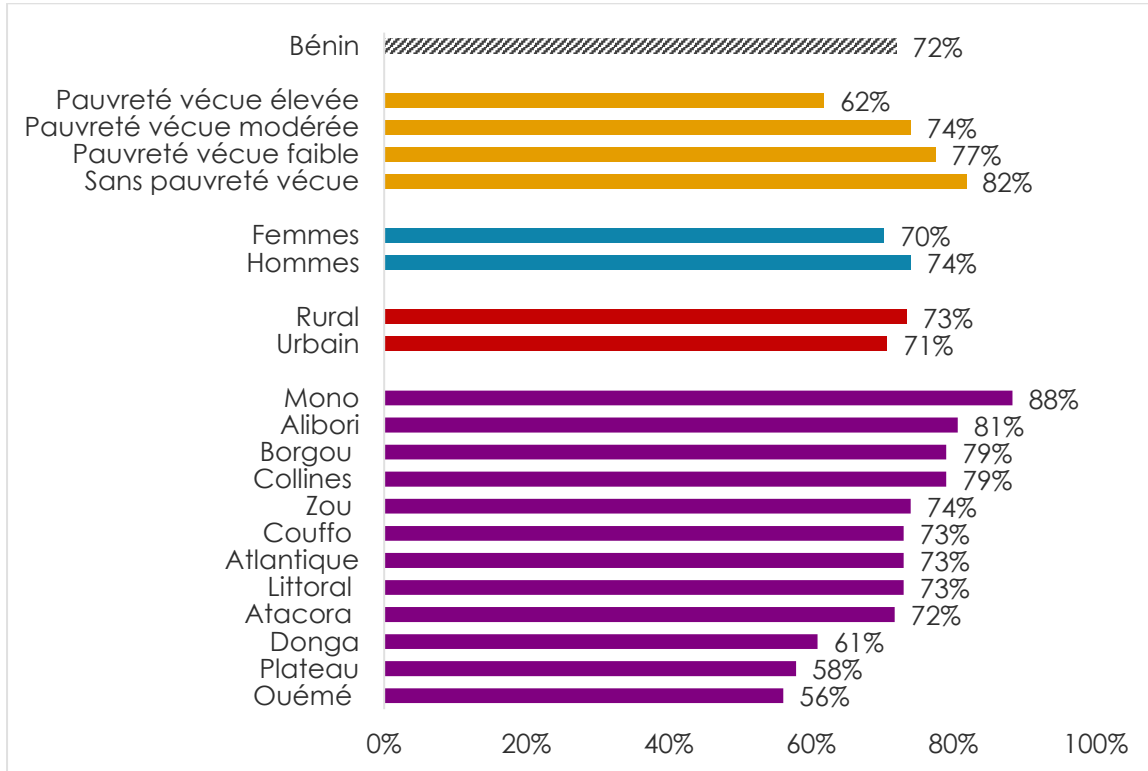


Question posée aux répondants: *Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Si vous alliez au poste de police de la localité pour signaler un délit?*

Plus le niveau de pauvreté vécue des répondants augmente, moins ils sont enclins à affirmer la réactivité de la police: 62% de ceux ayant vécue une pauvreté élevée disent qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable », contre 82% de ceux n'ayant pas été affecté par la pauvreté. De grandes disparités s'observent également lorsque nous faisons l'analyse en fonction du département, allant de 56% dans le département de l'Ouémé à au moins huit citoyens sur 10 dans les départements du Mono (88%), de l'Alibori (81%), du Borgou (79%), et des Collines (79%).

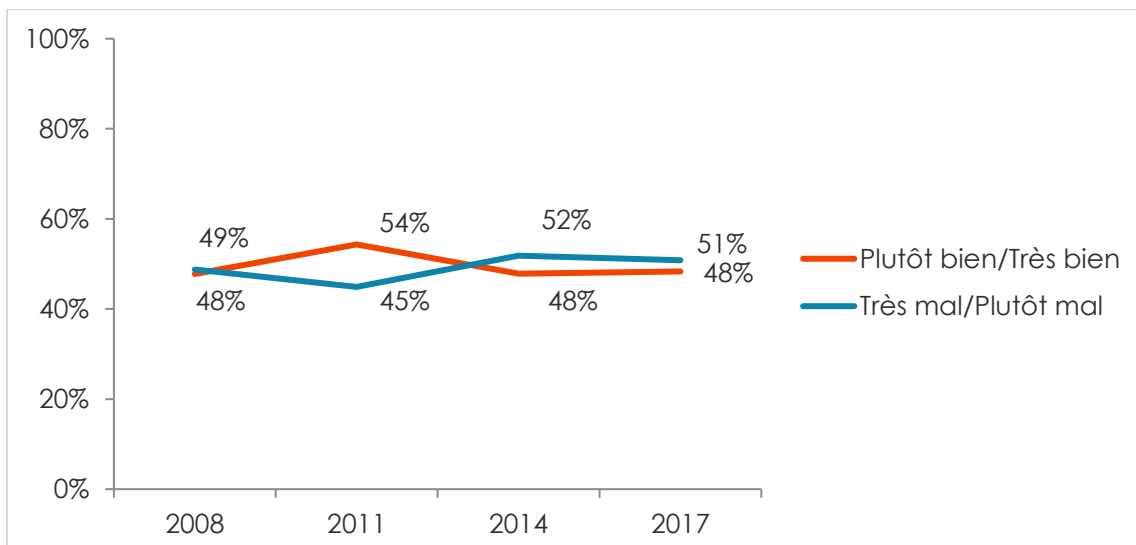
Mais les citoyens ont un regard plus critique quant à la performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité. Même si la question de l'insécurité et du crime n'arrive qu'en 10ème position parmi les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait répondre, bien après la gestion de l'économie, le chômage, l'accès à l'eau, la pauvreté, et d'autres priorités, les Béninois sont majoritaires (52%) à désapprouver les efforts gouvernementaux dans ce domaine (Figure 9). Cette proportion a augmenté de 6 points de pourcentage entre 2011 et 2017.

Figure 8: Réactivité de la police | par niveau de pauvreté vécue, sexe, milieu de résidence, et département | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique, pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer? Si vous alliez au poste de police de la localité pour signaler un délit. (% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

Figure 9: Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité | Bénin | 2017



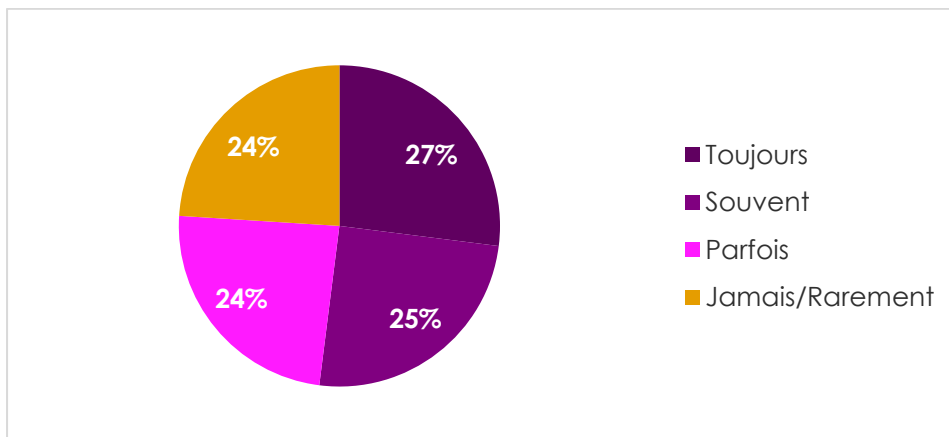
Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction de la criminalité?

Les forces armées

Les Béninois ont des avis assez partagés sur la capacité des forces armées de protéger leur pays contre les menaces sécuritaires internes et externes. Une faible majorité pense qu'elles le font « toujours » (27%) ou « souvent » (25%), mais environ la même proportion affirment que l'armée béninoise ne protège que « parfois » (24%) ou « rarement » (16%) ou ne protège « jamais » (8%) le pays contre ces menaces (Figure 10).

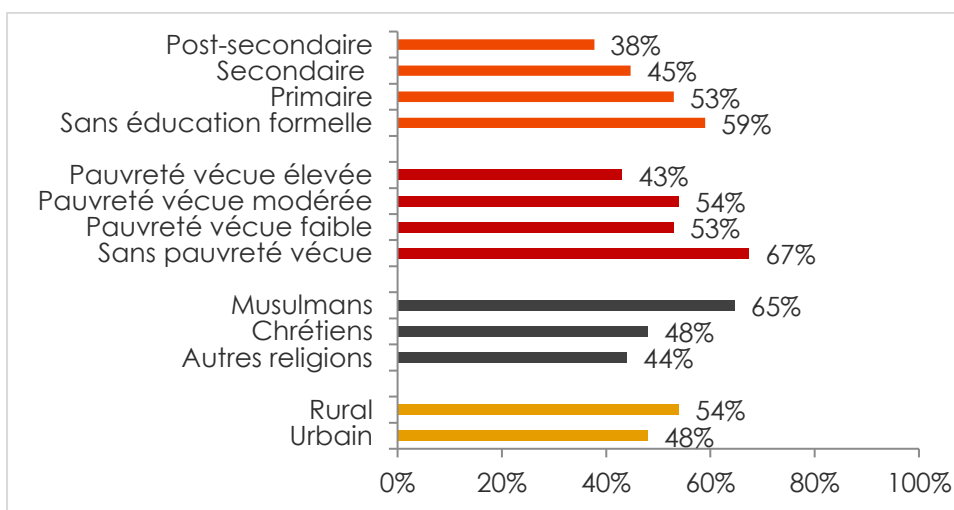
Les répondants ayant un niveau d'instruction élevé sont moins susceptibles d'apprécier favorablement le rôle de sécurité joué par les forces armées, allant de 28% parmi ceux ayant des qualifications post-secondaires jusqu'à 59% parmi ceux sans instruction formelle (Figure 11). Seulement 43% des citoyens affectés par la pauvreté vécue élevée contre 67% des non-pauvres disent que les forces armées protègent « souvent » ou « toujours » le Bénin. De même, les Musulmans (65%) sont plus enclins que les Chrétiens (48%), et les ruraux (54%) plus que les résidents urbains (48%), à apprécier favorablement ce rôle des forces armées.

Figure 10: Les forces armées protègent-elles le pays? | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes?

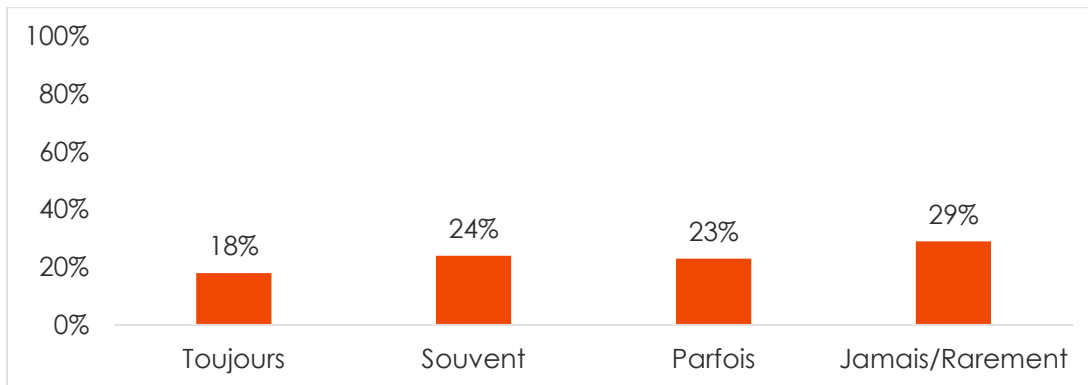
Figure 11: Les forces armées protègent-elles le pays? | par niveau d'instruction, niveau de pauvreté vécue, religion, et milieu de résidence | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

La majorité des citoyens jugent que les forces armées ne reçoivent pas la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces. C'est seulement quatre répondants sur 10 qui affirment que ces derniers reçoivent « souvent » (24%) ou « toujours » (18%) la formation et le matériel nécessaires (Figure 12).

Figure 12: Formation et matériels nécessaires aux forces armées | Bénin | 2017

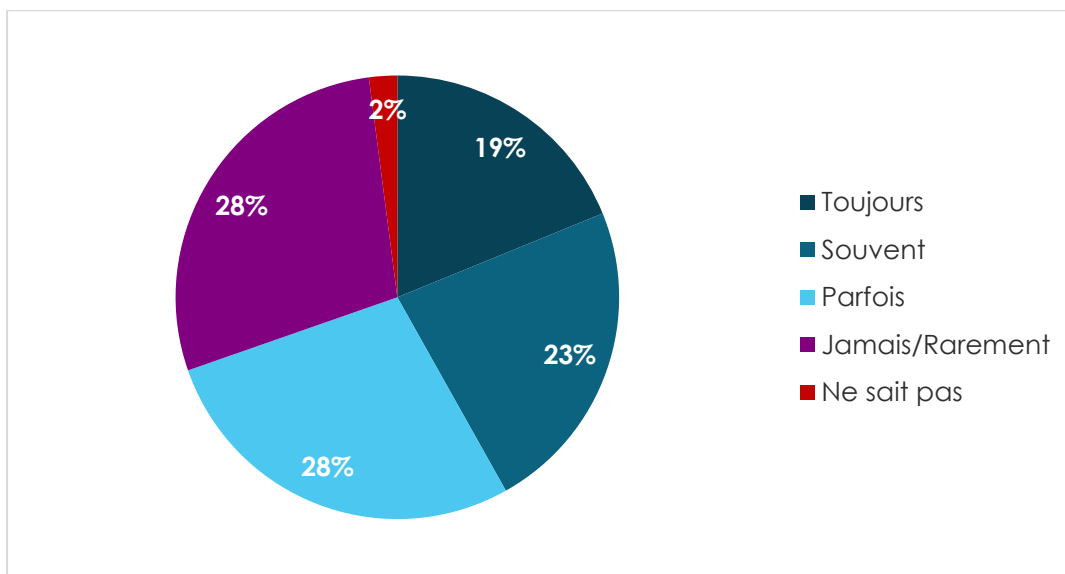


Question posée aux répondants: A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays reçoivent-elles la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces?

Les avis sont également divisés sur le professionnalisme des forces armées. Cela s'illustre par une faible proportion – moins de la moitié – des répondants qui affirment que les militaires béninois travaillent « toujours » (19%) ou « souvent » (23%) avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens (Figure 13). La majorité trouve qu'ils le font juste « parfois » (28%), « rarement » (16%), ou « jamais » (12%).

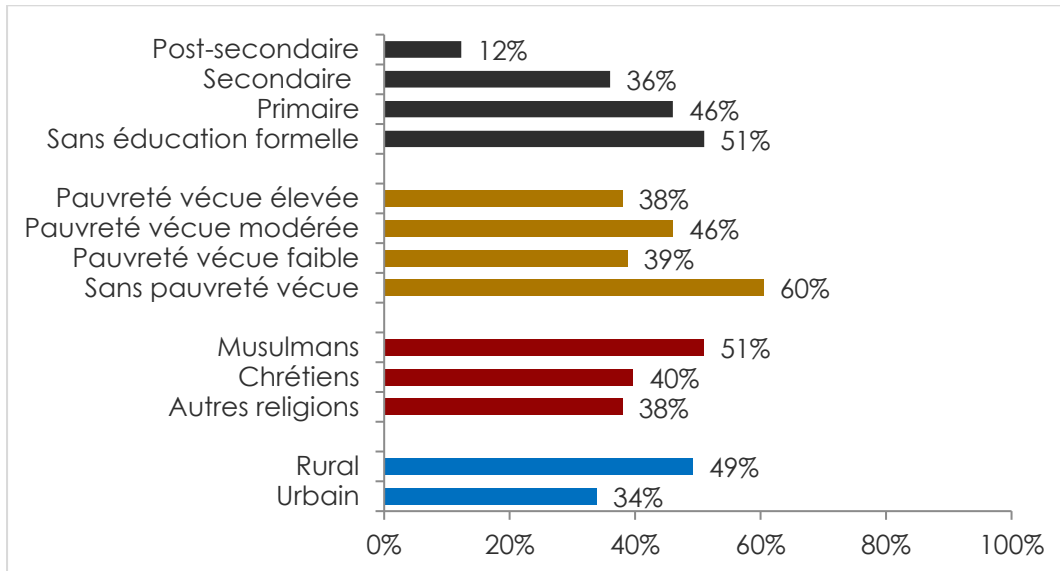
Les appréciations sur le professionnalisme des forces armées suivent la même tendance que les perceptions sur leur capacité de protéger le territoire béninois. Juste 12% des mieux instruits disent que les militaires se comportent « toujours » ou « souvent » avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens (Figure 14).

Figure 13: Professionnalisme et respect des droits par les forces armées | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

Figure 14: Professionnalisme et respect des droits par les forces armées | par niveau d'instruction, pauvreté vécue, religion, et milieu de résidence | Bénin | 2017



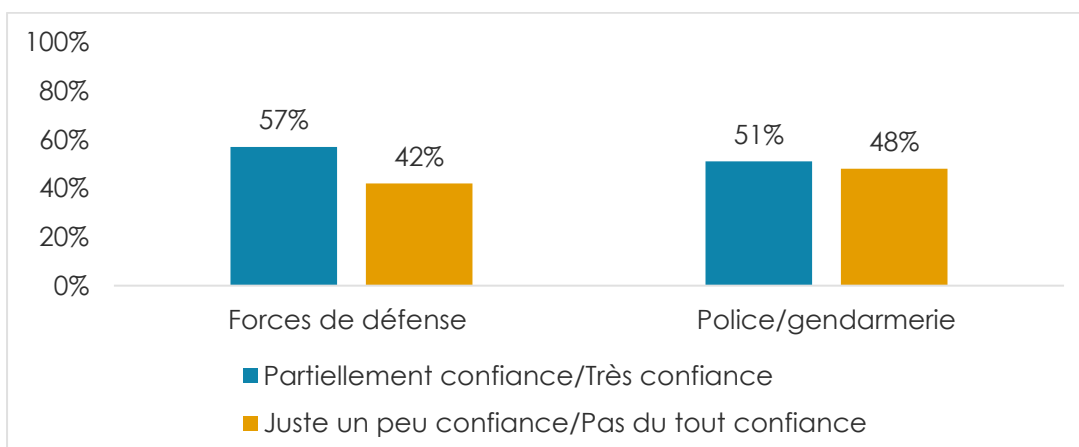
Question posée aux répondants: A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Confiance des citoyens envers les forces de l'ordre

Sur la base des expériences vécues avec la police ainsi que les perceptions sur le professionnalisme et la capacité des forces armées, il n'est peut-être pas surprenant que la confiance des citoyens aux forces de sécurité soit mitigée.

Près de six Béninois (57%) font « partiellement confiance » ou « très confiance » aux forces armées de leur pays, contre 42% qui leur font « juste un peu » ou « pas du tout » confiance (Figure 15). Le niveau de confiance exprimé à l'endroit de la police et/ou la gendarmerie est encore plus faible: C'est seulement la moitié (51%) des répondants qui leur font « partiellement confiance » ou « très confiance ».

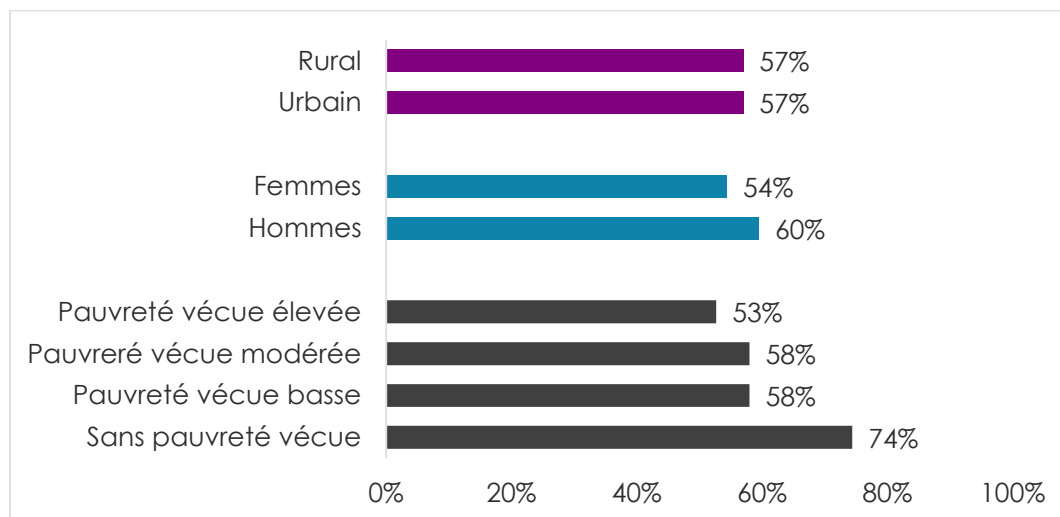
Figure 15: Confiance aux forces de défense et à la police | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Les forces de défense du Bénin? La police/gendarmerie?

Les citoyens font autant confiance aux forces armées que les résidents ruraux. Cependant, les hommes (60%) ainsi que les nantis (74%) affichent envers les forces armées des niveaux de confiance plus élevés que les femmes et les citoyens ayant vécu la pauvreté (Figure 16).

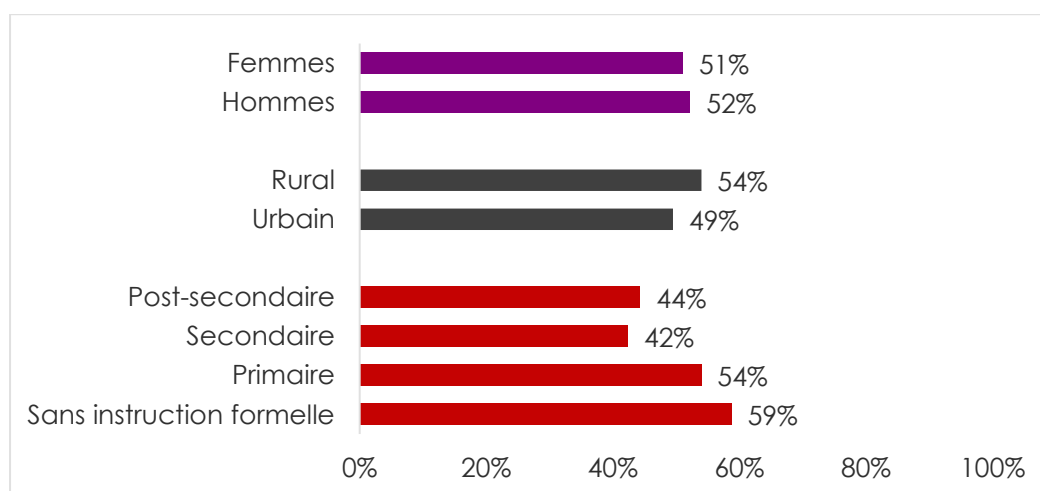
Figure 16: Confiance aux forces de défense | par milieu de résidence, sexe, et niveau de pauvreté vécue | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Les forces de défense du Bénin? (% qui disent « partiellement confiance » ou « très confiance »)

Quant à la police, les résidents ruraux affichent un niveau de confiance légèrement plus élevé que leurs compatriotes urbains (54% contre 49%) (Figure 17). La confiance décroît lorsque le niveau d'instruction des répondants augmente, allant de 59% pour les répondants ne disposant d'aucune instruction formelle à un peu plus de 40% pour ceux justifiant au moins d'une éducation secondaire.

Figure 17: Confiance en la police/gendarmerie | par sexe, milieu de résidence, et niveau d'instruction | Bénin | 2017



Question posée aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La police/gendarmerie? (% qui disent « partiellement confiance » ou « très confiance »)

Conclusion

Les Béninois expriment une confiance assez mitigée envers leurs forces de sécurité. Un bon nombre de citoyens rencontrent des difficultés, des longs délais, et des demandes de faveur ou de cadeau dans l'obtention des services de la police. De plus, plusieurs citoyens ne font même pas recours à leur assistance. Quant à l'armée, trop peu de Béninois témoignent de leur capacité de protéger le pays, de travailler efficacement, et de faire preuve de professionnalisme tout en respectant les droits de tous.

Ces résultats soulignent des défis auxquels les gouvernants devraient faire face pour mieux dynamiser le secteur des forces de sécurité et permettre aux citoyens de se sentir en sécurité et de contribuer au développement. Un espoir naît à cet effet, au regard de la baisse du nombre de braquages dans la période fin 2017-début 2018 et la récente campagne contre les arnaqueurs du web.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Horace Gninafon est assistant de recherches à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. E-mail: horacegninafon@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'état américain, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), de la Fondation Nationale pour la Démocratie, et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Aba Kittoe (akitoe@afrobarometer.org) pour discuter de financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 204, Afrobaromètre | 9 mai 2018